

Déclaration du Conseil national du PCF – 20 juin 2016

L'énorme manifestation du 14 juin a montré que la mobilisation contre la loi travail est plus forte que jamais. Le refus de voir pulvérisées les protections qu'ont gagnées les salarié-e-s grâce à leurs luttes et aux conquêtes politiques de la gauche continue d'être largement majoritaire dans une opinion publique acquise au soutien de ce mouvement.

Ces mobilisations, les manifestations, les grèves et formes d'actions diverses utilisées par les salarié-e-s et les citoyen-ne-s, à l'appel d'un front syndical qui s'élargit et des organisations de jeunesse, sont totalement légitimes. Elles sont empreintes de la responsabilité, du refus de la violence et des provocations.

Alors que la mobilisation se poursuit depuis plus de quatre mois, l'opinion publique continue de la soutenir malgré les difficultés qu'elle entraîne, malgré les violences des casseurs en marge des défilés, celles de la police à l'encontre de manifestants pacifiques et du public et en dépit de la campagne haineuse contre la CGT. C'est que la population, les salarié-e-s, les jeunes n'acceptent pas cette fragilisation massive que l'on veut leur imposer, cette généralisation de la précarité et du dumping social contenues dans la loi El Khomri, dans un pays qui crée plus de richesses que jamais.

La mobilisation a déjà payé, elle peut l'emporter. Le Parti communiste appelle à participer aux mobilisations des 23 et 28 juin prochains et à étendre la solidarité avec le mouvement et les actions grévistes.

Plutôt que de reconnaître la réalité de ce mouvement, le gouvernement et le président de la République s'enferment dans le déni, le mépris, l'autoritarisme pour faire passer en force leur projet. Incapables de trouver une majorité parlementaire, ils veulent renouveler l'utilisation du 49-3 pour empêcher le débat. L'opération qui consiste à laisser la droite faire le sale boulot au Sénat, malgré le combat offensif des seuls sénateurs et sénatrices communistes, a pour objectif de rendre acceptable auprès de l'opinion sa loi comme un moindre mal. Ils restent, malgré cette manœuvre, incapables de trouver un soutien populaire, ils mènent campagne contre la CGT et les syndicats, utilisent la division, le mensonge, la menace. Ils s'appuient sur les violences totalement condamnables des casseurs pour faire un amalgame odieux entre eux et les manifestants, entre les terroristes qui viennent de se livrer à d'abjects assassinats et la CGT. Ils menacent d'utiliser des armes inconstitutionnelles comme l'interdiction des manifestations. C'est inacceptable.

Le Parti communiste alerte l'opinion sur les dangers ouverts par l'attitude irresponsable du pouvoir. Cette attitude est totalement comptable du blocage que connaît le pays, blocage qui peut être immédiatement levé si le gouvernement suspend le débat parlementaire sur la loi travail et ouvre la négociation avec les syndicats.

D'autres choix sont possibles. Nos parlementaires, au Sénat et à l'Assemblée nationale, mènent la bataille avec, sur toutes les questions en débat, des contre-propositions. La loi El Khomri est la loi du Medef. C'est aussi une loi directement dictée par les institutions européennes. Pour combattre le chômage et le dumping social, nous avons besoin d'une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation, d'une réduction du temps de travail, de lutter contre les coûts de la finance et du capital, comme celle qu'élaborent les parlementaires communistes.

L'entêtement du gouvernement est une preuve qu'il est aux abois, lâché par celles et ceux qui l'ont porté au pouvoir. Il provoque la rancœur, ouvre le risque d'une radicalisation, de fractures irréparables dans la société, de violences. D'une mise en cause de l'État de droit.

L'obstination du gouvernement ouvre la porte à la droite extrémisée et à l'extrême droite pour s'emparer du pouvoir dans moins d'un an et mettre en œuvre une politique de régressions sociales et démocratiques incommensurables.

Devant cet immense danger, la mobilisation sociale en cours contre la destruction du Code du travail est une chance pour la France et pour la gauche. Face à l'autoritarisme du gouvernement, elle porte une logique d'espoir pour la défense des principes d'égalité et de solidarité, fondements de notre pacte républicain. Face à l'exploitation des peurs et des divisions de la société française, elle défend l'action collective des salarié-e-s, de la jeunesse, des citoyen-ne-s. C'est pourquoi, le PCF appelle à la soutenir et à se rassembler.

Le Parti communiste renouvelle l'appel à construire un nouveau Front populaire et citoyen. Il est temps d'ouvrir ensemble un débat populaire et citoyen pour définir un pacte d'engagements communs pour le pays.